



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49183 Saint-Barthélémy d'Anjou

Saint-Barthélémy d'Anjou, le 13 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 07/01/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

GEODIS LOGISTICS OUEST

Rue Santos Dumont
BP 26
44860 Saint-Aignan-Grandlieu

Références : 2025-13_INSP_GEODIS LOGISTICS OUEST – Spay_RAP
Code AIOT : 0006301831

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/01/2025 dans l'établissement GEODIS LOGISTICS OUEST implanté ZA du Genetay 72700 Spay. L'inspection a été annoncée le 06/01/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est principalement focalisée sur la vérification de la situation administrative et une action régionale relative aux installations électriques.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- GEODIS LOGISTICS OUEST
- ZA du Genetay 72700 Spay
- Code AIOT : 0006301831
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Entrepôt logistique constitué de trois cellules.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle.

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Antériorités 1510 et 2925	Code de l'environnement du 04/12/2015, article L513-1	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 27/12/2005, articles 4.1.7 et 2.3.13	Sans objet
3	Flux thermiques	Arrêté ministériel du 11/04/2017 - Annexe VIII	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de proposer une actualisation de la situation administrative du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Antériorités 1510 et 2925

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 04/12/2015, article L513-1
Thème(s) : Situation administrative, Antériorités 1510 et 2925
Prescription contrôlée : Article L513-1 du code de l'environnement Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret. Le premier alinéa s'applique également lorsque l'origine du changement de classement de l'installation est un changement de classification de dangerosité d'une substance, d'un mélange ou d'un produit utilisés ou stockés dans l'installation. Le délai d'un an est, dans ce cas, calculé à partir de la date d'entrée en vigueur de ce changement de classification. Les modalités de changement de classification des substances, mélanges ou produits, notamment celles tenant à la date d'entrée en vigueur de ce changement, les renseignements que l'exploitant doit transmettre au préfet ainsi que les mesures que celui-ci peut imposer afin de sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 sont précisés par décret en Conseil d'État. Article R513-1 du code de l'environnement I. - Pour les installations existantes relevant des dispositions de l'article L. 513-1, l'exploitant doit fournir au préfet les indications suivantes : 1° S'il s'agit d'une personne physique, ses nom, prénoms et domicile. S'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination ou sa raison sociale, sa forme juridique et l'adresse de son siège social, ainsi que la qualité du déclarant ; 2° L'emplacement de l'installation ; 3° La nature et le volume des activités exercées ainsi que la ou les rubriques de la nomenclature dans lesquelles l'installation doit être rangée. II. - Un arrêté du ministre chargé des installations classées fixe le modèle national des renseignements à fournir pour les installations soumises au régime de la déclaration et précise les conditions dans lesquelles ils sont transmis par voie électronique. Ce modèle n'est pas utilisable lorsque ces renseignements concernent une installation soumise au régime de la déclaration incluse dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.
Constats : L'exploitant a été autorisé par arrêté préfectoral du 27/12/2004 sur la base d'un dossier de demande d'autorisation mentionnant la date de septembre 2003. L'article 1.2 - LISTE DES INSTALLATIONS RÉPERTORIÉES DANS LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES mentionne le classement suivant : 1510.1 - (69500 m ³) - régime A 2662.a - (1200 m ³) - régime A 2663.2.b - (2000 m ³) régime D 2925 supérieur à 10 kW - régime D Par décret n° 2020-1169 du 24/09/2020 modifiant la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement et la nomenclature annexée à l'article R. 122-2 du code de l'environnement (applicable à compter du 1er janvier 2021), l'intitulé de la rubrique 1510 a été modifié et peut désormais être relatif aux rubriques 1510, 1511, 1530, 1532, 2662 et 2663.

Par courrier daté du 23/12/2021, l'exploitant a sollicité le bénéfice des droits acquis pour l'entrepôt logistique.

L'intitulé de la rubrique 1510 est désormais le suivant :

Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques :

1. Entrant dans le champ de la colonne « évaluation environnementale systématique » en application de la rubrique 39. a de l'annexe de l'article R. 122-2 du code de l'environnement **(A-1)**

2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant :

a) Supérieur ou égal à 900 000 m³ **(A-1)**

b) Supérieur ou égal à 50 000 m³ mais inférieur à 900 000 m³ **(E)**

c) Supérieur ou égal à 5 000 m³ mais inférieur à 50 000 m³ **(DC)**

Un entrepôt est considéré comme utilisé pour le stockage de produits classés dans une unique rubrique de la nomenclature dès lors que la quantité totale d'autres matières ou produits combustibles présente dans cet entrepôt est inférieure ou égale à 500 tonnes.

L'exploitant n'a pas fourni dans sa demande d'antériorité de niveau d'activité.

Lors de la visite, l'exploitant a fourni les informations suivantes concernant les caractéristiques géométriques des trois cellules :

Cellule	Largeur en m	Longueur en m	Surface en m ²	Hauteur maximale en mètres	Volume en m ³
1	25	85	2125	10,5	22312
2	51	85	4335	11,25	48769
3	59	85	5015	9	45135

ce qui mène à un volume global au sens de la rubrique 1510 de 116216 m³.

Les matières combustibles comportent comme dans l'autorisation initiale des matières combustibles classées 2662 (1200 m³) et 2663 (2000 m³).

L'activité au titre de la rubrique 2925 n'est plus classable.

L'exploitant recense en effet 2 zones avec des puissances maximales de 26 et 2,3 kW, soit un total de 28,3 kW, ce qui est inférieur au seuil de 50 kW.

L'évolution de l'intitulé de la rubrique 1510 au cours du temps est le suivant :

Rubrique 1510 du 17/07/1992 au 23/06/2006

Libellé	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant :	
1. Supérieur ou égal à 50000 m ³	A
2. Supérieur ou égal à 5000 m ³ , mais inférieur à 50000 m ³	D

Rubrique 1510 du 24/06/2006 au 13/04/2010

Libellé	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matières, produits ou substances combustibles en quantité supérieure à 500 t dans des) à l'exclusion des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant par ailleurs de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage de véhicules à moteur et de leur remorque et des établissements recevant du public. Le volume des entrepôts étant :	
1. Supérieur ou égal à 50000 m ³	A
2. Supérieur ou égal à 5000 m ³ , mais inférieur à 50000 m ³	DC

Rubrique 1510 du 14/04/2010 au 25/09/2020

Libellé	Régime
Entrepôts couverts (stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes dans des), à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégories de matières, produits ou substances relevant, par ailleurs, de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts frigorifiques. Le volume des entrepôts étant	
1. Supérieur ou égal à 300 000 m ³	A
2. Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 300 000 m ³	E
3. Supérieur ou égal à 5 000 m ³ mais inférieur à 50 000 m ³	DC

L'entrepôt a donc été classé sous le régime de fonctionnement de l'autorisation entre le 27/12/2004 et le 13/04/2010 puis à enregistrement du 14/04/2010 au 25/09/2020.

La dernière modification de la rubrique 1510 par décret n° 2020-1169 du 24/09/20 ne modifie donc pas le régime de fonctionnement.

Au titre de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, l'entrepôt est donc soumis à l'annexe V-II et à l'annexe VIII.

Sous réserve d'une validation des hypothèses par l'exploitant dans un délai de 15 jours en rappelant les caractéristiques des installations présentées dans le dossier initial, il est proposé au préfet de la Sarthe de valider la situation administrative mise à jour suivante :

Rubrique	Désignation des activités	Grandeur caractéristique	Régime
1510-2b	Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques. 2. Autres installations que celles définies au 1, le volume des entrepôts étant : b) Supérieur ou égal à 50 000 m ³ mais inférieur à 900 000 m ³	116 216 m ³ dont matières combustibles classées 2662 (1200 m ³) et 2663 (2000 m ³). Matières combustibles stockées : > 500 tonnes	E

<p>Et de rappeler à l'exploitant qu'au titre de l'arrêté du 11/04/17 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510, l'entrepôt est soumis à l'annexe V-II et à l'annexe VIII.</p> <p>L'arrêté préfectoral du 27 décembre 2004 reste également applicable.</p> <p>Remarques :</p> <p>L'exploitant devra éviter toute présence de matière combustible dans ses locaux de charge et tout encombrement dans les allées entre les racks.</p> <p>Des pneumatiques sont stockés temporairement à l'arrière de l'entrepôt. Il devra y être remédié dans les meilleurs délais.</p> <p>Au titre du régime de procédure, l'exploitant aura le choix entre l'autorisation et l'enregistrement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/12/2005, articles 4.1.7 et 2.3.13</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>4.1.7 - Installations électriques</p> <p>Les installations électriques doivent être réalisées conformément aux normes en vigueur et à l'arrêté du 31 mars 1980 dans les locaux à risque d'explosion, entretenues en bon état et périodiquement contrôlées par un organisme compétent. Les rapports de visite sont maintenus à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>À proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule.</p> <p>...</p> <p>Les transformateurs de courant électrique, lorsqu'ils sont accolés ou à l'intérieur de l'entrepôt, sont situés dans des locaux clos largement ventilés et isolés de l'entrepôt par un mur et des portes coupe-feu, munies d'un ferme-porte. Ce mur et ces portes sont de degré coupe-feu 2 heures.</p> <p>...</p> <p>2.3.13 L'exploitant doit s'assurer d'une bonne maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche notamment) ainsi que des installations électriques et de chauffage. Les vérifications périodiques de ces matériels doivent être inscrites sur un registre.</p>
<p>Constats :</p> <p>La visite s'est focalisée sur la vérification des installations électriques.</p> <p>L'exploitant dispose d'un registre ouvert pour les entrepôts voisins.</p> <p>Un registre spécifique à chaque entrepôt devra être ouvert.</p> <p>La dernière vérification des installations électriques a été réalisée le 08/07/2024.</p> <p>Le rapport ne comporte que 4 remarques dont une nouvelle.</p> <p>Le Q18 ne fait pas état de risques d'incendie ou d'explosion.</p> <p>Quelques pistes d'améliorations à l'instar de la réalisation d'une coupure totale demandent à être mises en œuvre lors de la prochaine vérification.</p> <p>La levée des observations doit aussi être tracée.</p> <p>La vérification par thermographie infra-rouge du 19/06/2023 ne mentionne aucune anomalie et fait état d'un bon état général des installations électriques.</p> <p>L'exploitant transmettra la vérification par thermographie infra-rouge de 2024.</p> <p>Le site ne comporte pas de transformateur.</p> <p>Il a pu être vérifié qu'à proximité d'au moins une issue, est installé un interrupteur central, bien signalé, permettant de couper l'alimentation électrique pour chaque cellule (trois pour cet</p>

entrepôt).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Flux thermiques

Référence réglementaire : Arrêté ministériel du 11/04/2017, annexe VIII
Thème(s) : Risques accidentels, Flux thermiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Étude des effets thermiques L'exploitant élabore avant le 1^{er} janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1^{er} janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m². Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS "Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle. Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.</p> <p>2. Mesures à prendre A. Lorsque l'étude précitée met en évidence des effets thermiques supérieurs à 8 kW/m² en limite de site, l'exploitant met en place, dans les deux ans suivant la date d'échéance de l'élaboration de l'étude et pour toute cellule dont la surface est supérieure à 3 000 m² : - soit un système d'extinction automatique d'incendie ; - soit un dispositif séparatif REI 120 conformes aux dispositions prévues par le point 6 de l'annexe II afin de réduire la surface maximale des cellules à 3 000 m² ainsi que des dispositifs de désenfumage conformes aux dispositions prévues par le point 5 de l'annexe II. Le dépassement des murs REI 120 en toiture peut être remplacé par un dispositif équivalent, empêchant la propagation de l'incendie d'une cellule vers une autre par la toiture. L'exploitant vérifie la compatibilité du dispositif mis en place avec le comportement au feu de la structure. Les justificatifs associés sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Cette disposition n'est pas applicable aux cellules frigorifiques à température négative.</p> <p>B. Lorsque, après mise en place le cas échéant des mesures indiquées au A, subsistent, en cas d'incendie, des effets thermiques de plus de 8 kW/m² en dehors des limites de propriété du site et atteignant une zone faisant l'objet d'une occupation permanente, l'exploitant en informe le préfet en précisant les mesures qu'il envisage et l'échéancier de mise en œuvre. Il prend, dans les trois années qui suivent l'échéance de remise de l'étude, les mesures permettant que les effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m² soient contenus dans les limites du site ou des zones ne faisant l'objet d'aucune occupation permanente au moyen, si nécessaire, de la diminution et réorganisation des stockages, la mise en place d'un dispositif séparatif EI120, la mise en place d'un dispositif de refroidissement ou de tout autre moyen de fiabilité et d'efficacité équivalentes pour réduire les effets thermiques. S'il existe, le dispositif de refroidissement, est un dispositif fixe, dont le déclenchement est asservi à la détection automatique d'incendie, et faisant l'objet de tests périodiques renouvelés au moins une fois par mois. Toutefois, lorsque la zone considérée est incluse dans le périmètre d'installations classées pour la protection de l'environnement et tant qu'un arrêté préfectoral permet de s'assurer de l'absence d'occupation permanente dans la zone, ces dispositions ne sont pas applicables.</p> <p>C. Lorsque, après la mise en place, le cas échéant, des mesures indiquées au A ou B, subsistent des</p>

effets thermiques en cas d'incendie de plus de 8 kW/m² au-delà des limites de site, l'exploitant renouvelle l'application de l'étude visée au I puis des mesures visées au II de l'annexe VIII dans un délai maximal de 5 ans après l'échéance de remise de la dernière mise à jour de l'étude visée au I de la présente annexe.

Ce renouvellement vise à prendre en compte, le cas échéant, l'évolution de la situation autour des limites des sites, notamment en ce qui concerne les éventuels arrêtés préfectoraux et zones d'occupation permanente.

Constats :

L'exploitant a présenté ses études d'évaluation des flux thermiques générés par l'incendie de chacune des cellules.

A priori, des effets thermiques sortent des limites du site mais aucun flux de 8 kW/m².

Pour réduire certaines distances d'effet, l'exploitant a procédé à des opérations importantes de flochage dans l'entrepôt mais n'a pas réalisé de nouvelles évaluations des nouveaux effets thermiques induits.

L'exploitant transmettra l'intégralité de ses études d'évaluation des flux thermiques accompagnée d'une synthèse concernant les distances d'effets et d'une représentation graphique pour les flux de 3, 5 et 8 kW/m².

En vue d'élaborer un DIRI (Document d'Information sur les Risques Industriels), il se positionnera sur une nouvelle évaluation des flux thermiques prenant en compte le flochage réalisé.

Type de suites proposées : Sans suite